

Bonjour,

ci-joint nos réponses au questionnaire que vous avez envoyé à tous les candidats aux élections législatives des 10 et 17 juin 2012

Tou d'abord merci pour ce questionnaire très complet, très abouti qui démontre de votre part une réelle expertise et qui nous a amenés à réfléchir sur l'ensemble des problématiques posées.

QUESTION 1 et 2 : Les scientifiques, au plus haut niveau, donnent des probabilités, ils ne sont manifestement pas d'accord entre eux.

Le réchauffement climatique est une réalité constatée, en l'état actuel de la science nous savons qu'il y a urgence mais les experts ne sont pas d'accord sur les délais, les dates, il nous est donc très difficile, en l'état actuel, d'être péremptoire sauf à dire qu'il faut considérer ce point comme essentiel dans toutes les politiques publiques et qu'il y a donc urgence.

QUESTION 3 : Réponse OUI , nous sommes très favorables à une éco-fiscalité graduée et juste. Celui qui produit le plus, et pollue le plus doit payer le plus.

QUESTION 4 : Nous pensons qu'il faut une sortie progressive , un agenda réaliste et réalisable . Il faut cibler tous nos efforts sur les politiques visant à développer les énergies renouvelables.

Nous proposerons un comité qui liste les priorités par rapport à la fermeture des centrales nucléaires. Il faut aussi prendre en compte le coût du démantèlement et la façon dont ces démantèlements se feront.

QUESTION 5 : OUI bien sûr mais c'est surtout le rôle du gouvernement.

QUESTION 6 : OUI mais il faut réfléchir à élargir ce périmètre pour une échelle plus efficace. Si l'on veut avoir une vision globale la Région nous semble l'espace le plus approprié et le plus pertinent car il faut prendre en compte TOUS les transports, fer, mer, , etc ... Cela tient aussi à notre situation géographique .

QUESTION 7 : OUI avec les mêmes explications. Les trafics transfrontaliers viennent de différentes destinations : fer, route, mer, air... cet observatoire est pertinent au niveau de la Région

QUESTION 8 : OUI Proposition n° 43 de François Hollande à savoir un vaste plan qui permettra à 1 million de logements par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité. Le plus important reste vraiment l'isolation, chaque fois que cela est possible et

réalisable techniquement, le seuil de 80 KW est raisonnable. Rendre cela obligatoire est compliqué et difficile à mettre en œuvre.

Il faut donc des politiques très incitatives et prioriser sachant que dans certains cas quand les bâtiments sont trop anciens il vaut mieux reconstruire du neuf .

QUESTION 9 : OUI cf Proposition 22 de François Hollande

QUESTION 10 : OUI mais nous souhaitons rappeler que l'élargissement à 2 fois 3 voies de l'autoroute A 63 a des conséquences catastrophiques et qu'il y a eu bien peu d'oppositions lors de l'enquête publique... Nous sommes favorables à une étoile ferroviaire autour de Bayonne , à un réseau inter-cités à cadencement régulier et soutenu et bien entendu au développement et au soutien du fret ferroviaire et maritime .

QUESTION 11 : OUI mais attention aux leviers de l'éco-fiscalité. Il ne faut pas qu'une charge supplémentaire accable les toutes petites entreprises. Ici encore rester équitable est très important

QUESTION 12 : NON cf nos réponses à la question 10 . Nous ne pourrons développer le fret ferroviaire et les déplacements inter-cités sur les voies existantes lesquelles se trouvent , qui plus est , dans des zones très urbanisées. Il y a un débat sur la saturation des lignes, à 20 / 30 ans. Le réseau existant doit être sécurisé pour favoriser les déplacements courts. La LGV devra respecter l'environnement et à terme deviendra nécessaire, le transport par train étant le plus protecteur et le plus sécurisant.

QUESTION 13 : OUI et réfléchir à l'adapter au S.C.O.T. , pour faire le lien entre les transports, le bassin de vie et le logement.

QUESTION 14 : c'est une idée séduisante,réaliste et réalisable si tous les partenaires concernés acceptent cette évolution indispensable.

QUESTION 15 : OUI

QUESTION 16 : OUI

QUESTION 17 : OUI et cela est d'ailleurs aujourd'hui devenu une nécessité , il faut se doter de règles de conduites draconiennes mais justes et il n'est pas question qu'une commune ne vienne s'exonérer de la construction de logements sociaux (cela peut en effet être le risque !) cf aussi la pertinence du SCOT ;

QUESTION 18 : OUI

QUESTION 19 : OUI

QUESTION 20 : OUI , cf proposition François Hollande et le futur décret qui va

permettre aux salariés ayant cotisé et commencé tôt de partir à 60 ans.

QUESTION 21 : la réduction du temps de travail a été portée par la gauche, c'est un progrès social et un principe de partage. Aujourd'hui nous sommes très loin du plein emploi et le CDI n'est plus le contrat de base et de référence en droit social . Le Code du Travail a été quasiment détruit ces dernières années, le CDD à temps partiel devenant le contrat le plus fréquemment utilisé. La priorité doit , à notre avis être donnée à la lutte contre la précarité, à la protection du contrat de travail et du salarié , au retour au CDI, plus protecteur. La priorité est loin, avec l'augmentation du SMIC et des salaires. Lutter aussi contre les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes est une priorité.

QUESTION 22 : OUI très bonne idée, cela pourrait être une norme AFNOR, qui fixe la durée de vie, cela informerait le consommateur .

Pour la publicité nous sommes favorables à une harmonisation inter-communale , c'est indispensable car aujourd'hui les règlementations sont différentes en fonctions des villes.

QUESTION 23 : OUI mais reste la question des déchets ultimes qu'il convient de traiter et cela reste d'une importance capitale !

QUESTION 24 : OUI cela est juste et démocratique ; nous passerions ainsi d'une Taxe d'ordures ménagères à une R.O.M Redevance Ordures Ménagères sur la quantité réelle de déchets jetés . Cela fonctionne dans de nombreux pays. Nos jeunes sont déjà très sensibilisés et le travail pédagogique , l'éducation sont à privilégier pour une réelle prise de conscience.

QUESTION 25 : OUI et il faut intégrer cela dans tous les programmes immobiliers, les collectivités devant donner l'exemple.

Merci de nous avoir donné l'occasion de nous interroger et pardon de nos réponses sous cette forme.

Nous souhaiterions continuer à réfléchir et travailler avec vous dans le futur.

Bien cordialement

.PS : nous ne sommes pas arrivés à répondre directement sur le questionnaireco